voyé ; que le fondé de pouvoirs de Canova, qui est venu chercher *la Vierge* (c'est *l'Ascension* qu'il faut lire) du Pérugin, est retenu depuis deux mois ici, sous divers prétextes (on devine que c'était pour laisser aux démarches du comte de Damas le temps de se produire et d'amener un résultat décisif), malgré un ordre du directeur général du Musée, qui annonce que la volonté du Roi est que ce tableau soit mis à sa disposition pour remplir nos engagements avec l'étranger ; qu'il n'a été expédié à Paris que les huit tableaux demandés au mois d'août (septembre) dernier, et qui ne sont point de grande valeur. »

Le ministre de l'Intérieur au préfet du Rhône.

8 avril. — « J'ai sous les yeux votre lettre du 31 mars dernier, et je vois que l'emballage et le départ des tableaux du Musée a cessé, tant par mes ordres que par ceux du ministre de la Police générale, qui lui-même avait pris les ordres du Roi.

« Je vous fais toujours remarquer que cette affaire a été mal engagée. Vous ne doutiez pas que l'École des Beaux-Arts et le Musée de Lyon, comme tous les établissements de ce genre, étaient dans les attributions du Ministère de l'Intérieur. Toutes les instructions générales le portent ; la notion sur la distribution du travail de mes bureaux, telle que je vous l'ai adressée, le rappelle formellement. Si vous m'eussiez prévenu des demandes qui vous étaient faites, avant d'y avoir en aucune façon donné suite, j'aurais agi pour sauver vos modèles.

« Que pendant le séjour de l'armée autrichienne à Lyon ses commissaires ou les agents des Alliés eussent enlevé

simple coup d'œil jeté sur la liste officielle produite par M. A. Lavalée, suffira au lecteur pour redresser cette incertitude et d'autres analogues.